

# ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ET DECENNALE

Document d'information sur le produit d'assurance

QBE, succursale française

Produit : CONTRAT RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE ET DOMMAGES EN COURS DE TRAVAUX

Conformément à la loi, nous vous remettons ce document d'information sur le produit d'assurance résumant le fonctionnement et les garanties et exclusions essentielles du contrat.

Des informations précontractuelles et contractuelles complètes sur le produit sont fournies dans d'autres documents qu'il est **impératif de lire et de maîtriser** pour connaître les risques et les montants garantis qui vous sont personnellement proposées (**La proposition d'assurance ; Les Conditions particulières**) ainsi que le libellé complet de toutes les garanties et exclusions (**Les Conditions générales**).

## De quel type d'assurance s'agit-il ?

Il s'agit d'un produit d'assurance de responsabilité civile pour les entreprises de construction, comprenant :

- une garantie « **Responsabilité civile décennale** » qui couvre les dommages à l'ouvrage après réception pendant 10 ans,
- une garantie « **Dommages à l'ouvrage en cours de travaux** » qui couvre les dommages accidentels en cours de chantier.



## Qu'est-ce qui est assuré ?

### Dans les limites et selon les montants fixés dans vos Conditions particulières et générales :

✓ Garantie « Dommages à l'ouvrage » : pendant la période de travaux jusqu'à la réception et seulement en cas d'accident

- ✓ Le remboursement du coût de réparation des dommages matériels affectant les biens sur chantier
- ✓ Frais accessoires à la réparation
- ✓ La reconstruction ou le remplacement des biens sur chantier
- ✓ Frais de déblaiement, démolition, démontage, transport et nettoyage

✓ Garantie Responsabilité civile décennale :

#### ✓ Garantie obligatoire :

Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du Code des assurances, lorsque sa responsabilité est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil, à propos de travaux de construction soumis à l'assurance obligatoire, et dans les limites de cette responsabilité.

La garantie couvre les dommages qui : compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ; affectent les ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant impropres à leur destination ; affectent la solidité de l'un de ces éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert, au sens de l'article 1792-2 du Code civil.

Les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

#### ✓ Garantie de responsabilité du sous traitant en cas de dommage de nature décennale :

Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages matériels définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil apparus après réception et affectant l'ouvrage soumis à obligation d'assurance à la réalisation duquel l'assuré a contribué en vertu d'un contrat de sous-traitance.

✓ Garantie de responsabilité civile décennale pour les ouvrages non soumis à obligation d'assurance en cas d'atteinte à la solidité.

#### ✓ Garantie de « bon fonctionnement des éléments

d'équipement dissociables » visée à l'article 1792-3 du Code civil.

#### ✓ Garantie des dommages aux existants :

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant à l'assuré en raison des dommages matériels causés aux existants et survenant après réception, à l'exclusion des dommages qui seraient garantis au titre de la garantie « responsabilité civile décennale obligatoire ».

#### ✓ Garantie des « dommages intermédiaires » :

Le contrat garantit le paiement des travaux de réparation des dommages matériels affectant après réception, l'ouvrage soumis à obligation d'assurance à la réalisation duquel l'assuré a contribué lorsque sa responsabilité contractuelle est engagée sur un fondement autre que celui résultant des articles 1792 et suivants du Code civil.

#### ✓ Garantie des « dommages immatériels consécutifs » :

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant à l'assuré, en raison des dommages immatériels consécutifs à un dommage matériel garanti au titre du présent contrat.



## Qu'est ce qui n'est pas assuré ?

✗ Le produit d'assurance n'a pas pour objet de couvrir les activités de :

✗ constructeur de maisons individuelles (loi 90-1129 du 19 décembre 1990),

✗ vendeur après achèvement d'un ouvrage que l'assuré a construit ou fait construire,

✗ maître d'œuvre, bureau d'études techniques dont la mission ne comporte pas la réalisation de travaux,

✗ fabricant, négociant de matériaux de construction, « Epers » tels que définis à l'article 1792-4 du code civil.



## Y-a-t-il des exclusions à la couverture ?

**Les principales exclusions** (la totalité des exclusions se trouvent dans la proposition d'assurances, aux Conditions particulières et générales) :

### ! Garantie « Dommages à l'ouvrage en cours de travaux »

! Les dommages résultant d'un vol ou d'une tentative de vol ou de toute perte ou disparition d'un bien

! Les dommages résultant de l'absence d'exécution de travaux de toute nature prévus au marché de l'assuré

! Les dommages résultant du gel sur les bétons ou les mortiers ainsi que sur les canalisations et les ouvrages laissés en eau

! Les dommages résultant de la corrosion des ouvrages provoquée par l'action de matières agressives qu'ils sont destinés à recevoir

### ! Garantie de responsabilité civile décennale obligatoire et garantie de responsabilité du sous-traitant en cas de dommage de nature décennale :

! Les dommages résultant exclusivement du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ou de l'assuré

! Les dommages résultant exclusivement des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal

! Les dommages résultant exclusivement de la cause étrangère

! Autres Garanties de responsabilité civile : En complément des exclusions ci-dessus, la garantie ne s'applique pas aux dommages :

! Résultant de trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre, raz de marée et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique

! Résultant de l'absence d'ouvrage ou de travaux qui auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de l'opération de construction

! Affectant les ouvrages pour lesquels l'assuré n'aurait pas tenu compte des réserves techniques précises qui lui auraient été notifiées avant réception par un contrôleur technique, si le sinistre trouve son origine dans l'objet même de ces réserves qui n'auraient pas été levées

! Affectant les éléments d'équipement visés à l'article 1792-7 du Code civil et à l'article L111-19-1 du Code de la construction

! Résultant de l'impropriété à destination de l'ouvrage non soumis à obligation d'assurance

! Résultant d'un défaut d'étanchéité de l'ouvrage non soumis à obligation d'assurance



### Où suis-je couvert ?

- ✓ Les garanties « **Dommages à l'ouvrage en cours de travaux** » et « **Responsabilité civile décennale** » s'appliquent aux seuls ouvrages de construction réalisés en France métropolitaine et dans les Départements et Régions d'Outre Mer (DROM).



### Quelles sont mes obligations ?

- **Déclaration du risque sous peine de nullité ou de non-garantie :**
  - A la souscription : répondre exactement aux questions posées par le courtier d'assurance ou QBE qui sont de nature à faire apprécier les risques à prendre en charge.
  - En cours de contrat : déclarer toutes les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux.
- **Cotisation et éléments variables :**
  - payer la cotisation fixée au contrat.
  - déclarer à l'Assureur les éléments variables retenus pour le calcul de la cotisation.
- **En cas de sinistre :**
  - déclarer à l'assureur tout sinistre dès sa connaissance et au plus tard dans les 15 jours après en avoir eu connaissance.
  - déclarer tout sinistre contre les risques de catastrophes naturelles dans les 10 jours suivant la publication de l'arrêté ministériel.
  - fournir à l'assureur toutes les informations permettant de réaliser dans de bonnes conditions la gestion du dossier.



### Quand et comment effectuer les paiements ?

- La cotisation est payable d'avance à l'échéance prévue aux Conditions particulières.
- Sauf autre modalité de fractionnement du paiement précisée aux Conditions particulières, la cotisation doit être payée annuellement à réception des avis d'échéance qui sont adressés par le courtier d'assurance ou par QBE.
- Les paiements peuvent être effectués par chèque ou virement.

Dans l'hypothèse où la cotisation d'assurance serait impayée dans les dix jours de son échéance, l'assureur peut poursuivre l'exécution du contrat en justice. L'assureur peut suspendre les garanties du contrat 30 jours après l'envoi d'une lettre recommandée de mise en demeure, voire résilier le contrat 10 jours après l'expiration de ce délai de 30 jours (article L.113-3 du Code des assurances).



### Quand commence la couverture ?

- Le contrat prend naissance à la « date d'effet » indiquée dans les Conditions particulières.
- Sauf stipulations différentes aux Conditions particulières, le contrat est conclu pour une période d'un an et reconduit tacitement à la date d'échéance.
- Les Conditions particulières indiquent la date d'« échéance annuelle » du contrat qui précise le point de départ de chaque période annuelle d'assurance.



### Comment puis-je résilier le contrat ?

La résiliation du contrat est possible :

- à chaque échéance annuelle, par lettre recommandée, respectant le préavis mentionné aux Conditions particulières, ou par toutes autres modalités prévues à l'article L.113-14 du Code des assurances.
- en cas de refus de majoration tarifaire proposée par l'assureur, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle l'assuré a eu connaissance de la majoration.
- en cas de changement de la situation personnelle de l'assuré affectant les garanties souscrites, par lettre recommandée, dans les 3 mois qui suivent la survenance de cette circonstance et moyennant un préavis de 1 mois.